

En ce qui touche la nécessité d'une réadaptation sensible, les Canadiens me semblent privilégiés dans un sens, puisque le matériel militaire dont se sont occupées les sociétés canadiennes ont un caractère quasi civil dans une large mesure. Tel est par exemple le cas du système de navigation aérienne Doppler, mis au point au Canada et fabriqué au Canada. Indispensable à l'aviation militaire, il devient aussi de plus en plus important dans l'aviation civile. Par conséquent, si, pour une raison ou une autre, la demande d'instruments de navigation Doppler pour les avions militaires tarissait, il y faudrait encore pourvoir à la demande civile, qui continuera à alimenter l'activité économique de ces sociétés. Nous ne perdons pas de vue la possibilité ni, espérons-le, la probabilité que les opérations militaires au Vietnam, avec les pertes de vies et de matériel qu'elles entraînent, prennent fin, et nous avons envisagé les circonstances de la transformation vers la production de temps de paix. Nous nous occupons à la rendre aussi judicieuse et aisée que possible.

• (5.10 p.m.)

Comme je l'ai dit au député de Nanaïmo-Cowichan-Les Îles, je suis certain que le ministre de la Défense nationale va lire ses remarques dans le hansard; le représentant n'aura donc pas besoin de les répéter lors de l'étude des prévisions budgétaires de la Défense. Je laisse à mon collègue le ministre de la Défense nationale le soin d'y donner une réponse convenable.

M. Schreyer: Le ministre accepterait-il une question?

L'hon. M. Drury: Le député de Comox-Alberni s'est aussi enquis des dispositions visant la transition quant aux endroits du pays qui dépendent entièrement des activités militaires. Il voulait savoir ce qui se produirait si ces activités prenaient fin. Cette possibilité, monsieur le président, le gouvernement l'envisage nettement lorsqu'il examine la disposition des bases militaires au pays. Lorsqu'il faut en éliminer graduellement, on reconnaît qu'il y a lieu d'atténuer la dislocation que cela entraîne. Je pense que le député est au courant des discussions qui ont lieu dans cette enceinte sur l'élimination graduelle possible d'une base dans l'île du Prince-Édouard. Mon collègue de la Défense

nationale s'efforce d'apporter cette réforme aux opérations et aux besoins militaires tout en cherchant à causer aux gens de la région le moins de difficulté et de désorganisation possible. Il poursuivra certainement cette tâche. Pour ma part, à titre de ministre de l'Industrie et de la Production de défense, je ne lui ménagerai ni mon concours ni mes conseils.

M. Schreyer: Le ministre accepterait-il une question? Voudrait-il, avec toute son éloquence, réfuter l'accusation que j'ai portée en disant que le ministère de la Production de défense, pour l'adjudication des contrats principaux, a fait preuve de partialité régionale marquée aux dépens des provinces de l'Ouest?

L'hon. M. Drury: Je regrette que le député ait été absent le jour où j'ai réfuté cette accusation. Il pourra voir ma réponse en consultant le hansard.

M. Peters: Je voudrais traiter du détail du crédit 6c. Je présume qu'il s'agit de la désaffectation graduelle d'une usine. Les deux sommes—\$480,000 et \$740,000—sont affectées à l'usine de Haley. Je voudrais savoir combien il reste d'usines, exploitées comme en temps de guerre et gérées pour le compte du gouvernement fédéral.

L'hon. M. Drury: J'ai appris, monsieur le président, qu'il y en avait 104 à la fin de la guerre. On en a disposé graduellement, et il n'en reste que quelques-unes. A ce qu'on m'a dit, il y en a à Downsview, une usine de réparation et de revision de moteurs qui est encore exploitée par la De Havilland. Par «exploitée», j'entends qu'il s'agit d'une propriété de la Couronne louée à bail par le gouvernement et travaillant pour son compte. Ainsi, il ne s'agit pas du tout d'une entreprise gérée par la Couronne.

A Edmonton, un hangar est loué à bail à la Northwest Industries Limited; il sert d'atelier de réparation et de remise à neuf. A La Salle, au Québec, il y a un laboratoire naval qui appartient à l'État, mais qui est exploité ou géré à contrat par la Peacock Brothers Limited. La société exploite l'établissement pour le compte de la Couronne, propriétaire de ce laboratoire. De plus, il y a à Trenton, en Nouvelle-Écosse, une presse de 7,000 tonnes qui produit les très grosses matrices dont nous avons besoin pour nos moteurs de